

Des Flamands bruxellois ou des Bruxellois flamands?

LE SOIR - [IVAN DE VADDER](#) - 29/01/2019

Article complet pour les abonnés

https://plus.lesoir.be/203473/article/2019-01-29/des-flamands-bruxellois-ou-des-bruxellois-flamands?referer=%2farchives%2frecherche%3fdatefilter%3dlastyear%26sort%3ddate%2520desc%26word%3dbruxellois%2520flamands#_ga=2.36673318.721656018.1548821536-830350235.1524212024

Extraits

Bruxelles semble enfin devenue la Région « à part entière » qu'elle voulait toujours être aux yeux des politiques flamands, qui s'y investissent plus volontiers dans les fonctions ministérielles et parlementaires.

(...) Si pour le monde politique francophone, une telle concentration de Bruxellois (au gouvernement fédéral) n'est peut-être pas exceptionnelle, c'est en tout cas inhabituel du côté flamand. Les politiques bruxellois n'occupent pas une place de premier plan dans la politique flamande, et il est difficile de faire une carrière nationale en tant que Flamand bruxellois. De fait, les Flamands de Bruxelles se comportent de plus en plus comme des Bruxellois, qui parlent néerlandais.

Peu visibles dans les institutions

A côté des lois linguistiques, le fonctionnement de la Communauté flamande offre une protection contre la francisation. Surtout, l'enseignement flamand, fleuron de cette politique et pour cette raison soutenu par le reste de la Flandre, joue un rôle important dans ce processus. Mais après six réformes de l'Etat, les Bruxellois flamands restent plutôt invisibles dans les institutions : lors des élections régionales, seulement six membres du parlement flamand ont été élus à Bruxelles. Ce sont en plus des parlementaires strictement communautaires, ils ne sont pas compétents pour les matières régionales de la Flandre. Peu de Flamands sont au courant de leur existence un peu particulière ; les six ont été ajoutés aux 118 députés régionaux pour former un parlement flamand de 124 élus.

Rutten, la « présidente à miracles »

Même scénario au gouvernement flamand : un ministre doit obligatoirement résider dans la capitale, et il s'agit là encore d'un ministre communautaire ; il peut être compétent pour l'Éducation ou pour les Médias, mais jamais pour l'Économie ou la Mobilité. Pour les partis flamands, devoir fournir ce ministre est un cadeau empoisonné.

Un choix de carrière

Sven Gatz, en ce moment vice-ministre-président du gouvernement flamand (!), se présentera en mai non plus au niveau régional flamand, mais passe au parlement bruxellois. Un choix de carrière typique.

A la recherche de candidats kamikazes

Les possibilités pour les politiques flamands de Bruxelles de faire une carrière en Flandre sont très limitées, raison pour laquelle ils se tournent souvent vers la capitale, où les sièges parlementaires sont plutôt bon marché. Au parlement flamand, il n'y a que six places pour devenir parlementaire, et encore à moitié compétent (uniquement communautaire), et au niveau fédéral, les Bruxellois flamands n'ont aucune chance de se faire élire. Obtenir un siège parlementaire sur le rôle linguistique néerlandophone est quasi impossible dans la nouvelle circonscription de Bruxelles-Capitale (la conséquence de [la scission de l'ancienne circonscription Bruxelles-Hal-Vilvorde](#)). En ce moment, les partis flamands sont à la recherche de candidats kamikazes qui savent qu'ils seront inéligibles. Une possibilité pour échapper à ce piège serait peut-être de rassembler toutes les voix néerlandophones sur une liste, comme les francophones le font avec l'Union des Francophones dans la circonscription du Brabant Flamand pour élections régionales ; une autre solution serait de se présenter sur une liste commune, comme le fera la candidate de Groen, Tinne Van der Straeten sur une liste d'Écolo.

Des candidats « sur du velours »

De toutes les circonscriptions, c'est justement à Bruxelles que les partis flamands doivent fournir, lors d'élections simultanées, le plus de candidats : pour la région flamande, pour la Chambre, et pour la région bruxelloise. Mais, sachant que les chances d'obtenir un siège à la Chambre ou à la Région flamande sont limitées, il n'y a rien d'étonnant à ce que les Flamands bruxellois se lancent plutôt dans une carrière politique à Bruxelles. Au parlement bruxellois, ils ont quand même droit à 17 sièges et un député néerlandophone du parlement bruxellois peut être élu avec quelques centaines de voix, comme, par exemple, Cieltje Van Achter, député de la N-VA, qui a obtenu 503 voix. Un résultat qu'on obtient en Flandre aux élections communales. Pour comparer, c'est presque le même nombre de voix (427) qu'a obtenu le dernier élu dans le conseil communal de Gand.

Une participation active

Rien d'étonnant donc à ce que les Flamands bruxellois se lancent plutôt à Bruxelles, et se succèdent pour jouer un rôle important dans leur gouvernement : les trois membres, Guy Vanhengel, Pascal Smet et Bianca Debaets sont bien connus dans les deux communautés linguistiques et travaillent correctement ensemble ; ce qui n'est pas toujours évident quand on sait que ce gouvernement est composé sur une base confédéraliste, avec des composants autonomes formés séparément des deux côtés linguistiques, et qui après s'emboîtent pour former un gouvernement complet.

Même dans cette construction particulière, ces Flamands bruxellois font entièrement partie du gouvernement bruxellois, et participent pleinement à la politique bruxelloise.

Pour la Flandre politique, en 2019, j'ai l'impression que Bruxelles est enfin devenue cette Région « à part entière » qu'elle voulait toujours être, et que les Flamands bruxellois en font entièrement et volontiers partie. Les Flamands bruxellois se dépouillent et sont devenus politiquement des Bruxellois flamands. Le prix à payer, c'est une retraite du monde politique flamand, dans lequel les Bruxellois flamands se sentent souvent comme des nains politiques, comparé aux députés flamands à la Région ou à la Chambre, mais ils préfèrent être de taille normale à Bruxelles que d'être nains en Flandre.